



PREFET DE LA MARNE

Direction Départementale des Territoires

Service Environnement, Eau
Préservation des Ressources
Cellule Procédures Environnementales

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLEMENTAIRE
Exploitation d'une unité de pyrogazéification à partir de biomasse
SAINT-GOBAIN-EMBALLAGE
Zone industrielle – OIRY

le préfet de la région Champagne-Ardenne
préfet du département de la Marne

INSTALLATIONS CLASSEES
N°2013-APC-34-IC

Liste des articles

CHAPITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES.....	5
ARTICLE 1.1 : AUTORISATION.....	5
ARTICLE 1.2 : LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES	5
ARTICLE 1.3 : TAXE GÉNÉRALE SUR LES ACTIVITÉS POLLUANTES (TGAP).....	7
ARTICLE 1.4 : DESCRIPTION DES INSTALLATIONS DE PYROGAZÉIFICATION.....	7
ARTICLE 1.5 : GARANTIES FINANCIÈRES.....	8
ARTICLE 1.6 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS.....	8
CHAPITRE 2 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE.....	9
ARTICLE 2.1 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	9
ARTICLE 2.2 : SUIVI DU PROCÉDÉ DE PYROGAZÉIFICATION.....	9
ARTICLE 2.3 : UTILISATION DU SYNGAZ EN TANT QUE COMBUSTIBLE POUR LE FOUR VERRIER.....	9
ARTICLE 2.4 : DESTRUCTION DU SYNGAZ PAR LA CHAMBRE DE COMBUSTION.....	9
CHAPITRE 3 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES.....	11
ARTICLE 3.1 : ORIGINE DES APPROVISIONNEMENTS EN EAU.....	11
ARTICLE 3.2 : RELEVÉ DES PRÉLÈVEMENTS D'EAU.....	11
ARTICLE 3.3 : INSTALLATION DE TRAITEMENT D'EAU.....	11
ARTICLE 3.4 : IDENTIFICATION DES EFFLUENTS.....	11
CHAPITRE 4 - DÉCHETS.....	12
ARTICLE 4.1 : DÉCHETS PRODUITS PAR LES INSTALLATIONS DE PYROGAZÉIFICATION.....	12
CHAPITRE 5 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES.....	13
ARTICLE 5.1 : SURVEILLANCE.....	13
ARTICLE 5.2 : INTERVENTION DES SERVICES DE SECOURS.....	13
ARTICLE 5.3 : MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE.....	13
ARTICLE 5.4 : EXERCICES SÉCURITÉ	14
ARTICLE 5.5 : FOUDRE.....	14
ARTICLE 5.6 : MATÉRIELS UTILISABLES EN ATMOSPHÈRES EXPLOSIBLES.....	14
ARTICLE 5.7 : VENTILATION DES LOCAUX.....	14
ARTICLE 5.8 : SYSTÈMES DE DÉTECTION	14
ARTICLE 5.9 : ÉVÉNEMENTS.....	14
CHAPITRE 6 - GESTION DE LA BIOMASSE.....	15
ARTICLE 6.1 : RÈGLES DE STOCKAGE	15
ARTICLE 6.2 : CONDITIONS DE SÉCHAGE.....	15
CHAPITRE 7 - AUTOSURVEILLANCE.....	16
ARTICLE 7.1 PRINCIPE ET OBJECTIFS DU PROGRAMME DE SURVEILLANCE.....	16
ARTICLE 7.2 : ÉTAT INITIAL DU SOUS-SOL.....	16
ARTICLE 7.3 : SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ATMOSPHÉRIQUES	16
ARTICLE 7.4 : SURVEILLANCE DES NIVEAUX SONORES.....	16
ARTICLE 7.5 : ACTIONS CORRECTIVES.....	17
ARTICLE 7.6 : ANALYSE ET TRANSMISSION DES RÉSULTATS DE L'AUTO-SURVEILLANCE.....	17
CHAPITRE 8 - DÉCLARATION ANNUELLE DES REJETS.....	17
CHAPITRE 9 - ÉCHÉANCES	17
CHAPITRE 10 - ÉCHÉANCES	18
ARTICLE 10.1.1. DROITS DES TIERS.....	18
ARTICLE 10.1.2. EXÉCUTION ET DIFFUSION.....	18

VUS ET CONSIDÉRANTS

Vu

- le code de l'environnement, notamment les livres V des parties législatives et réglementaires ;
- la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement fixée à l'article R. 511-9 du code de l'environnement ;
- l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 relatif à la réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion ;
- l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 modifié relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- l'arrêté ministériel du 29 juillet 2005 modifié fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article 4 du n°2005-635 du 30 mai 2005 ;
- l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets ;
- l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement
- l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines
- le guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eau de l'institut national d'études de la sécurité civile, la fédération française des sociétés d'assurance et le centre national de prévention et de protection, édition septembre 2001 (document technique D9) ;
- les actes délivrés antérieurement à la société SAINT-GOBAIN-EMBALLAGE pour l'établissement qu'il exploite sur le territoire de la commune de OIRY et notamment l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° 2005-A-157-IC du 9 novembre 2005 ;
- la demande présentée le 30 mars 2012 et complétée le 15 mai et 6 juillet 2012 par la société SAINT-GOBAIN-EMBALLAGE, dont le siège social est situé 18 avenue d'Alsace - 92 400 COURBEVOIE, en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter une installation de pyrogazéification d'une puissance de 900 W dans son établissement implanté sur la zone Industrielle de OIRY (51 530) ;
- le dossier déposé à l'appui de sa demande, modifié par un dossier complémentaire en date du 4 mars 2013 ;
- la décision en date du 15/05/2012 du président du tribunal administratif de Châlons-en-Champagne portant désignation du commissaire-enquêteur ;
- l'arrêté préfectoral en date du 24/05/2012 ordonnant l'organisation d'une enquête publique pour une durée d'un mois du 24/08 au 24/09/2012 inclus sur le territoire de la commune d'Oiry ;
- l'accomplissement des formalités d'affichage de l'avis au public réalisé dans les communes d'Oiry, Bisseuil, Chouilly, Cramant, Mareuil/Ay et Plivot ;
- l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet de la préfecture du département de la Marne le 29/05/2012 ;
- la publication de cet avis, respectivement dans le journal L'Union le 30/05/2012, le journal La Marne Agricole le 01/06/2012, et dans les 2 journaux précités le 10/08/2012 ;
- le registre d'enquête et l'avis du commissaire enquêteur parvenus en Préfecture de la Marne le 22/10/2012 ;

- les avis émis en date des 7 et 11 septembre 2012 par les conseils municipaux respectifs des communes de PLIVOT, OIRY et MAREUIL-SUR-Aÿ ;
- les avis exprimés par les différents services et organismes consultés ;
- l'avis en date du 26 octobre 2012 du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail (CHSCT) de la société SAINT-GOBAIN-EMBALLAGE ;
- le rapport et les propositions en date du 29/01/2013 de l'inspection des installations classées ;
- l'avis en date du 14/03/2013 du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) au cours duquel le demandeur a été entendu ;
- le projet d'arrêté porté le 15/03/2013 à la connaissance du demandeur ;
- les observations présentées par le demandeur sur ce projet par courrier en date du 25 mars 2013 ;
- le courriel du 26/03/2013 de l'inspecteur des installations classées précisant que les observations présentées par l'exploitant sont de nature à corriger des incohérences ou à préciser le fonctionnement de certains équipements, qu'elles ne remettent pas en cause la présentation faite au CODERST du 14/03/2013, et qu'elles peuvent donc ainsi être prises en compte ;

Considérant

- que la société SAINT-GOBAIN-EMBALLAGE vise à diversifier ses sources d'énergies alimentant le procédé verrier et à privilégier le choix d'une ressource locale, il est nécessaire de compléter la phase de recherche et développement sur la technique de pyrogazéification à partir de bois de vigne par des essais industriels ;
- que l'unité-pilote de pyrogazéification exploitée par la société SAINT-GOBAIN-EMBALLAGE sur le territoire de la commune de OIRY relève du régime de l'autorisation au titre de l'article L. 512-1 du livre V du titre 1^{er} relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- que les activités exercées relatives au stockage de la biomasse et à la fabrication du gaz de synthèse sont de nature à porter atteinte aux intérêts à protéger mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement susvisé et qu'il convient en conséquence de prévoir les mesures adaptées destinées à prévenir ou empêcher ses effets ;
- que l'analyse de l'état initial du sous-sol constitue un repère important qui participera aussi bien à l'analyse des résultats de la surveillance de l'environnement qu'à la définition des objectifs de réhabilitation des sols au droit de la zone concernée, lors de sa mise à l'arrêt définitif ;
- que la vérification de la composition du syngaz et l'absence de polluants en quantité significative dans les rejets atmosphériques est nécessaire pour valider les hypothèses du dossier de demande d'autorisation ;
- que les conditions d'aménagement et d'exploitation, prévues dans le dossier de demande d'autorisation, notamment les distances entre les tas de biomasse, la mise en place de détecteurs de CO, l'installation de 2 poteaux incendie supplémentaires permettent de limiter les inconvénients et dangers ;
- que les modifications intervenues au cours de l'instruction ne sont pas de nature à entraîner des risques ou nuisances supplémentaires, elles sont de fait non substantielles ;
- que les observations de l'exploitant sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire visent à corriger des incohérences ou à préciser le fonctionnement de certains équipements, elles ont été prises en compte sans que cela n'engendre de modification notable ;
- que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

Sur proposition du Directeur Départemental des Territoires de la Marne :

ARRÊTE

CHAPITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

Article 1.1 : Autorisation

La société SAINT-GOBAIN-EMBALLAGE dont le siège social est situé à "Les Miroirs" au 18 avenue d'Alsace - 92 400 COURBEVOIE, doit respecter, pour ses installations situées sur le territoire de la commune de OIRY, les modalités du présent arrêté préfectoral complémentaire qui vise à fixer les modalités d'exploitation des installations liées à la fabrication de gaz par pyrogazéification.

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral n°2005-A-157-IC en date du 9 novembre 2005, applicables à l'ensemble des installations de l'établissement, sont complétées par celles du présent arrêté.

Article 1.2 : Liste des installations concernées

L'article 1.1 de l'arrêté préfectoral n°2005-A-157-IC en date du 9 novembre 2005 est modifié par le tableau suivant :

Désignation des installations taille en fonction des critères de la nomenclature ICPE	Rubrique	Régime (1)	Quantité /unité
Fabrication et travail du verre sodocalcique, la capacité de production des fours de fusion et de ramollissement étant supérieure à 5 t/j	2530-1a	A	<u>Capacité de production</u> : 580 t/j
Dépôts de liquides inflammables tels que définis à la rubrique 1430 ; la capacité totale équivalente étant supérieure à 100 m³ - 2 cuves de 630 m³ de fioul lourd (coef 1/15) - 1 cuve de 12 m³ de fioul domestique (coef 1/5) - 1 cuve de 90 m³ de gazole de Quench (coef 1/5)	1432-2a	A	<u>Capacité équivalente</u> : 104,4 m³
Fabrication industrielle de gaz inflammables par pyrogénisation. 2. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 50 t	1410-2	A	<u>Production</u> : 15 kg/min <u>Stockage tampon total</u> : 180 kg
Combustion. B. Lorsque les produits consommés seuls ou en mélange sont différents du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse ou de biogaz provenant d'installation classée sous la rubrique 2781-1 et si la puissance thermique maximale de l'installation est supérieure à 0,1 MW - Combustion de syngaz	2910-B	A	<u>Chambre de combustion</u> <u>exutoire</u> : P = 1,5 MW
Stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des entrepôts couverts ; le volume des entrepôts déterminé avec la hauteur sous ferme étant supérieur à 50 000 m³	1510-1	A	<u>Volume d'entrepôt de matières combustibles</u> : 251 128 m³
Nettoyage de pièces mécaniques ou électriques par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques ; le volume des cuves de traitement étant supérieur à 200 l, mais inférieur à 1 500 l.	2564-2	D	<u>Volume</u> : 1 060 l
Traitement des métaux et matières plastiques pour le dégraissage, le décapage, la conversion, le polissage, la métallisation..., par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion du nettoyage, dégraissage, décapage des surfaces visés par la rubrique 2564 ; le volume des cuves de traitement étant supérieur à 200 l, mais inférieur à 1500 l	2565-2b	D	<u>Volume</u> : 1400 l

Désignation des installations taille en fonction des critères de la nomenclature ICPE	Rubrique	Régime (1)	Quantité /unité
Installation de combustion consommant seuls ou en mélange du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds...à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, avec les gaz de combustion, des matières entrantes ; la puissance thermique maximale étant supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW : - <i>chaufferie : 2 chaudières mixtes gaz-fioul (2 MW)</i> - <i>chauffage des locaux au gaz naturel (1,3 MW)</i> - <i>groupe électrogène de secours (1,1 MW)</i>	2910-A2	D	<u>Puissance maximale</u> : 4,4 MW
Installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air en circuit ouvert, la puissance thermique évacuée maximale étant inférieure à 2000 kW	2921-1b	D	Tour n° 1 de refroidissement des eaux industrielles de 581 kW
Installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air en circuit fermé	2921-2	D	
Travail mécanique des métaux et alliages ; la puissance installée de l'ensemble des machines fixes étant supérieure à 50 kW mais inférieure ou égale à 500 kW.	2560-2	D	<u>Puissance</u> : 57,5 kW
Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ; la puissance étant supérieure à 40 kW, mais inférieure ou égale à 200 kW : - <i>2 mélangeuses de 58 et 43 kW</i> - <i>2 broyeurs de 11 et 7,5 kW</i>	2515-2	D	<u>Puissance</u> : 119,5 kW
Dépôt de bois sec ou matériaux combustibles analogues. 2. Le volume susceptible d'être stocké étant supérieur à 1 000 m³ mais inférieur ou égal à 20 000 m³	1532-2	D	<u>Stockage de bois de vigne et de plaquettes forestières</u> : 12 000 m ³
Dépôt de bois, papier, carton ou matériaux combustibles analogues ; la quantité étant supérieure à 1000 m ³ , mais inférieure à 20 000 m ³ :	1530-2	D	<u>Quantité</u> : 2019 m ³ - <i>Dépôt de palettes : 1152 m³</i> - <i>Dépôts de cartons : 867 m³</i>
Installation de remplissage ou de distribution de gaz inflammables liquéfiés : remplissage de réservoirs alimentant des moteurs comportant des organes de sécurité (jauges et soupapes).	1414-3	D	
Emploi et stockage d'oxygène. 3. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 2 t, mais inférieure à 200 t	1220-3	D	<u>Stockage d'oxygène</u> : cuve de 30 tonnes
Atelier de charge d'accumulateurs ; la puissance maximale de courant continu utilisable étant inférieure à 50 kW	2925	NC	49 kW
Dépôt de gaz inflammables liquéfiés	1412	NC	3,2 t et 2 bouteilles de 35 kg
Stockage de produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères; le volume susceptible d'être stocké étant inférieur à 1000 m ³ - <i>Film plastique de conditionnement</i>	2663	NC	521 m ³
Installation de réfrigération ou de compression	2920-2	NC	8 compresseurs d'air : 2119 kW

Remarque ⁽¹⁾ : les régimes définis sont :

- A signifie Autorisation ;
- E signifie Enregistrement ;
- D signifie Déclaration ;
- NC signifie Non Classé.

Article 1.3 : Taxe générale sur les activités polluantes (TGAP)

La Taxe Générale sur les Activités Polluantes (TGAP), codifiée dans le code des douanes, comprend deux taxes :

- **la taxe à la délivrance de l'autorisation** (dite taxe à l'installation)

Elle est redevable à tout exploitant dès lors que le présent arrêté préfectoral d'autorisation d'exploitation lui est notifié ;

- **la taxe à l'exploitation**

Elle est dû par l'exploitant (personne physique ou morale) pour l'année entière. Seules certaines installations relevant du régime de l'autorisation définies dans la nomenclature du code de l'environnement susvisé sont concernées. Le tableau suivant identifie les différentes installations et les coefficients associés :

Rubrique ICPE		Taxe Générale sur les Activités Polluantes	
N°	Intitulé	Capacité de l'activité	Coefficient
2530-1	Fabrication et travail du verre sodocalcique, la capacité de production des fours de fusion et de ramollissement étant supérieure à 5 t/j	<u>Capacité de production</u> : 580 t/j	2
1432-2	Dépôts de liquides inflammables tels que définis à la rubrique 1430 ; la capacité totale équivalente étant supérieure à 100 m³	<u>Capacité équivalente</u> : 104,4 m³	3
1410-2	Fabrication industrielle de gaz inflammables par pyrogénisation. 2. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 200 t	<u>Production</u> : 15 kg/min <u>Stockage tampon total</u> : 180 kg	6

Article 1.4 : Description des installations de pyrogazéification

Les installations autorisées et connexes s'organisent autour :

- d'aires de stockage de biomasse non couvertes (3 x 630 m²) et couverte (500 m²),
- de silos de séchage,
- d'un réacteur de gazéification de 900 kW nominal (contenu énergétique du gaz en sortie) qui repose sur un procédé de pyrolyse, suivi d'une combustion-réduction de la biomasse,
- une unité de lavage des gaz, comprenant un cyclone, une tour de lavage au biodiesel, un dévésiculeur et un filtre granulaire,
- de stockages tampons de gaz de synthèse (syngaz),
- d'une installation de combustion d'une puissance de 1,5 MW permettant de brûler le syngaz,
- d'une canalisation de transport du syngaz vers le four.

L'ensemble des surfaces imperméabilisées et du bâti représente 7 600 m² sur une parcelle Nord de la verrerie existante. Cette zone est nommée "zone syngaz" dans la suite du présent document.

L'installation peut fonctionner 24h/24, 7j/7 avec des périodes d'arrêt pour son entretien pour un total de 80 jours/an.

Le syngaz est destiné à l'alimentation en combustible du four verrier.

L'utilisation de la chambre de combustion est limitée aux phases transitoires (démarrages-arrêts du gazéifieur) et lors des essais ponctuels sur l'installation lorsque le gaz produit n'est pas compatible avec son utilisation dans le four verrier.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées un registre consignait les périodes de fonctionnement de la chambre de combustion avec les motifs de son emploi.

Article 1.5 : Garanties financières

1/ Objet des garanties financières

Les garanties financières concernent les activités visées à l'article 1.2 de manière à permettre, en cas de défaillance de l'exploitant, d'exécuter la mise en sécurité conformément à l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement et, le cas échéant, les mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines conformément à l'article R. 516-5-1 du même code.

2/ Montant des garanties financières

Le montant total des garanties financières à constituer est défini par l'exploitant selon l'approche forfaitaire globalisée définie en annexe 3 ou sur la base d'une méthode de calcul forfaitaire propre à une branche professionnelle, approuvée par décision du ministre chargé des installations classées ou par calcul spécifique dont les adaptations sont dûment justifiées.

3/ Établissement des garanties financières

En vue de l'établissement du montant de référence des garanties financières, l'exploitant transmet au préfet, **sous 6 mois à compter de la notification du présent arrêté préfectoral, une proposition de montant des garanties financières** accompagnée des valeurs et justifications techniques des différents paramètres pertinents ayant permis le calcul forfaitaire prévu dans l'annexe 3 ou dans l'accord de branche, ou le calcul spécifique proposé par l'exploitant.

L'obligation de constitution de garanties financières démarre le 1er juillet 2014. A cette date, l'exploitant adresse au préfet le document attestant la constitution de 20% des garanties financières établies dans les formes prévues par arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement .

Article 1.6 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative, à savoir le Tribunal administratif de CHALONS-EN-CHAMPAGNE :

- par les **demandeurs ou exploitants**, dans un délai de **deux mois** à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- par les **tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements**, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1, dans un délai d'**un an** à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

CHAPITRE 2 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

Article 2.1 : Dispositions générales

Les prescriptions des articles 15 et 17, relatives au traitement des rejets et à leur entretien, de l'arrêté préfectoral n°2005-A-157-IC en date du 9 novembre 2005, s'appliquent.

Article 2.2 : Suivi du procédé de pyrogazéification

Le réacteur de gazéification est équipé de dispositifs permettant d'une part, de contrôler en continu son bon fonctionnement et d'autre part, en cas de défaut, de mettre en sécurité l'installation.

L'exploitant tient à jour un document sur lequel il reporte toutes les informations utiles concernant la conduite de la pyrogazéification de la biomasse. Les informations suivantes sont en particulier reportées sur ce document :

- nature et quantité de biomasse utilisée,
- taux d'oxygène utilisé,
- température à l'intérieur des réacteurs (pyrolyse, combustion, réduction),
- taux de carbone dans les cendres.

Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Avant utilisation ou destruction, le syngaz transite par un système d'épuration visant à éliminer, en particulier, les cendres et poussières, et les résidus de fabrication.

Article 2.3 : Utilisation du syngaz en tant que combustible pour le four verrier

Les périodes d'utilisation du syngaz dans le four verrier font l'objet d'un enregistrement. Cet enregistrement mentionne le taux de substitution en combustible atteint.

Les valeurs limites à l'émission fixées par l'article 19.3 de l'arrêté préfectoral n°2005-A-157-IC en date du 9 novembre 2005 sont applicables.

Article 2.4 : Destruction du syngaz par la chambre de combustion

1/ Les conditions de rejet

Les conditions de rejet sont les suivantes :

Installation rattachée à la cheminée	Hauteur	Débit nominal	Vitesse d'éjection minimale
Chambre de combustion	15 m	4 000 m³/h	5 m/s

Le débouché de la cheminée a une direction verticale et ne comporte pas d'obstacle à la diffusion des gaz (chapeaux chinois...).

Les rejets de la chambre de combustion respectent les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- à une teneur en O₂ équivalent à 3%.

Concentration en mg / Nm³	
Poussières	5
CO	250
COV	50
NOx	150
SOx	35
HCl	10
HF	5
Dioxines-furanes	0,1 ng I-TEQ/Nm³

Le conduit d'évacuation des effluents atmosphériques est aménagé (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des particules) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère, ainsi qu'être aisément accessible et permettre des interventions en toute sécurité.

Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

2/ Contrôle de la combustion

La chambre de combustion est équipée de dispositifs permettant d'une part, de contrôler en continu son bon fonctionnement et d'autre part, en cas de défaut, de mettre en sécurité l'installation.

En particulier, l'exploitant enregistre :

- les périodes de fonctionnement,
- le débit de syngaz (exprimé en kW),
- la température de la chambre de combustion.

Concernant la température, l'exploitant définit une plage de température pour laquelle la combustion est optimale. Une alarme permet d'alerter dès que la combustion s'effectue en dehors de la plage définie précédemment.

Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 3 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

Article 3.1 : Origine des approvisionnements en eau

L'article 3.1 de l'arrêté préfectoral n°2005-A-157-IC en date du 9 novembre 2005 est modifié comme suit.

L'approvisionnement en eau de l'établissement s'effectue à partir :

- d'une arrivée par le réseau d'eau de ville, utilisée pour un usage domestique, les contrôles de produits et le lavage des installations de fabrication du syngaz ;
- de deux forages, à 35 mètres de profondeur et situés au Sud-Ouest de l'usine. Deux pompes immergées de 60 m³/h alimentent un château d'eau de 840 m³, formé de 7 réserves de 120 m³.

Article 3.2 : Relevé des prélèvements d'eau

L'article 3.3 de l'arrêté préfectoral n°2005-A-157-IC en date du 9 novembre 2005 est complété par la disposition suivante.

Un dispositif totalisateur est dédié à la consommation d'eau des installations dédiées à la fabrication de syngaz. Ce dispositif est relevé tout les mois. Les Informations sont enregistrées et tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 3.3 : Installation de traitement d'eau

Le troisième alinéa de l'article 5.2 de l'arrêté préfectoral n°2005-A-157-IC en date du 9 novembre 2005 est supprimé.

L'article 6.2 de l'arrêté préfectoral n°2005-A-157-IC en date du 9 novembre 2005 est complété par les dispositions suivantes.

Un bassin tampon d'au moins 345 m³ dédié à recueillir le premier flot des eaux pluviales équipe la zone syngaz. Ces eaux pluviales de ruissellement transitent ensuite par un séparateur à hydrocarbures dédié à la zone. Le bassin et le séparateur sont dimensionnés pour permettre le traitement de 100% des eaux d'une pluie décennale. Les eaux pluviales de la verrerie sont également raccordées à un décanteur-déshuileur.

En outre, les eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie au niveau de la zone syngaz, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie, sont confinées dans le bassin tampon précité. Les organes de commande nécessaires au confinement peuvent être actionnés en toute circonstance et un volume disponible de 240 m³ est maintenu en permanence.

Un dispositif permettant de contrôler la disponibilité de ce volume est en place. Une pancarte inaltérable indique la capacité de confinement du bassin.

L'exploitant procède aux analyses des eaux confinées. En cas de présence de polluant(s), il procède à leur enlèvement et à leur élimination via une filière de traitement appropriée et dûment autorisée conformément à la réglementation en vigueur.

Article 3.4 : Identification des effluents

L'article 7.1 de l'arrêté préfectoral n°2005-A-157-IC en date du 9 novembre 2005 est remplacé par la disposition suivante.

Le rejet des eaux pluviales de la verrerie, des eaux de déconcentration de la tour de refroidissement des compresseurs, des condensats de vapeur du système de chauffage du dépôt de fioul ainsi que le surplus des eaux "caves" est autorisé dans le cours d'eau "Les Tarnauds" via le réseau d'eaux pluviales de la zone industrielle.

Les eaux pluviales de la zone syngaz rejoignent, après traitement, le réseau d'eaux pluviales de la verrerie, puis de la zone industrielle et sont rejetées dans le cours d'eau "Les Tarnauds".

Les eaux issues du lavage de l'unité de fabrication de syngaz sont collectées et stockées dans des cuves adaptées au transport pour leur élimination.

CHAPITRE 4 - DÉCHETS

Article 4.1 : Déchets produits par les installations de pyrogazéification

L'article 29 de l'arrêté préfectoral n°2005-A-157-IC en date du 9 novembre 2005 est complété par le tableau suivant.

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations de fabrication du syngaz sont limités aux quantités suivantes :

Type de déchet	Code déchet ⁽¹⁾	Nature du déchet	Origine	Quantité annuelle (estimation)	Niveau de gestion
Déchet dangereux	15 02 02 *	Chiffons absorbants gras, emballages souillés	Maintenance	1 t	Valorisation énergétique
	16 10 01*	Eau + solvant	Condensat	700 t	Traitement dans une installation autorisée
	16 10 01*	Eau + solvant	Eaux de nettoyage et liquides des bacs de rétention	6 t	Traitement dans une installation autorisée
	20 01 21*	Piles, accumulateur, néons, ampoules	Entretien	0,01 t	Recyclage
Déchet non dangereux	14 06 03	Solvant usagé	Effluents du 1er étage de l'unité de conditionnement	16 t	Réutilisation après filtration en externe
	19 01 15	Cendres	Process de gazéification	400 t	Valorisation énergétique ou recyclage
	20 03 01	DIB	Tri sélectif	1 t	Recyclage ou élimination

Remarque⁽¹⁾ : l'astérisque signifie que le déchet est dangereux

Les cendres sont humidifiées et stockées dans des réservoirs métalliques.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour minimiser la quantité de cendres et de condensats rejetées par les installations de fabrication de syngaz.

CHAPITRE 5 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

Article 5.1 : Surveillance

L'article 33.3 de l'arrêté préfectoral n°2005-A-157-IC en date du 9 novembre 2005 est complété par la disposition suivante.

Un dispositif de vidéo-surveillance équipe la zone syngaz. Le report d'information a lieu en salle de contrôle de la verrerie.

Article 5.2 : Intervention des services de secours

1/ Accessibilité

La zone syngaz dispose en permanence d'au moins un accès pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.

Au sens du présent arrêté, on entend par "accès" une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

2/ Voie engins

Une voie "engins" au moins est maintenue dégagée pour la circulation sur le périmètre de la zone syngaz. Elle est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de cette installation.

Cette voie "engins" respecte les caractéristiques suivantes :

- la largeur utile est au minimum de 3 mètres ;
- la hauteur libre au minimum de 3,5 mètres ;
- la pente inférieure à 15% ;
- dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, une sur-largeur de $S = 15/R$ mètres est ajoutée ;
- elle résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 130 kN avec un maximum de 90kN par essieux, ceux-ci étant distants de 4,5 mètres au maximum.

En cas d'impossibilité de mise en place d'une voie engin permettant la circulation sur l'intégralité du périmètre de l'installation et si tout ou partie de la voie est en impasse, une aire de retournement de dimensions suffisantes (en T, en Y ou circulaire) est prévue à son extrémité.

Article 5.3 : Moyens de lutte contre l'incendie

L'article 34.3 de l'arrêté préfectoral n°2005-A-157-IC en date du 9 novembre 2005 est complété par les moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques associés aux installations de fabrication de syngaz, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 33.4 de l'arrêté préfectoral n°2005-A-157-IC en date du 9 novembre 2005 ;
- d'au moins 6 extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;
- de 2 poteaux incendie d'un diamètre nominal DN100 et d'un débit de 60 m³/h pendant 2h. Le débit simultané doit être de 120 m³/h pendant 2 heures. Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils.

Leur implantation est judicieusement choisie pour éviter que des obstacles n'entravent leur utilisation et que tout point de la limite de l'installation de pyrogazéification et des stockages de biomasse se trouve à moins de 100 mètres.

L'exploitant est en mesure de justifier à l'inspection des installations classées la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement d'un éventuel bassin de stockage.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.

Article 5.4 : Exercices sécurité

L'article 33.14 de l'arrêté préfectoral n°2005-A-157-IC en date du 9 novembre 2005 est complété par la prescription suivante .

Une formation comportant toutes les informations utiles à la compréhension des risques associés aux installations de fabrication de syngaz est assurée au personnel.

Des exercices spécifiques aux scénarios accidentels pouvant avoir lieu sur la zone syngaz sont organisés régulièrement et au minimum tous les ans.

L'exploitant définit, dans une consigne, le personnel devant suivre obligatoirement ces exercices. Un compte-rendu de ces exercices est établi et conservé à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 5.5 : Foudre

L'article 32.3 de l'arrêté préfectoral n°2005-A-157-IC en date du 9 novembre 2005 est complété par la prescription suivante.

L'exploitant met au moins en œuvre les conclusions de l'étude foudre présentée dans son dossier de demande d'autorisation d'exploiter une unité pilote de pyrogazéification.

Le bâtiment du réacteur de pyrogazéification est muni d'un système de protection contre la foudre de niveau 4.

L'alarme de détection incendie et la ligne téléphonique sont protégées du risque foudre.

Article 5.6 : Matériels utilisables en atmosphères explosibles

Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 33.4 de l'arrêté préfectoral n°2005-A-157-IC en date du 9 novembre 2005 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions du décret n°96-1010 du 19 novembre 1996 modifié relatif aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosive.

En particulier, le convoyeur de bois broyé est complètement étanche et en matériaux non susceptibles de provoquer d'étincelles. Sa vitesse est limitée pour éviter la mise en suspension des poussières de bois, sans être supérieure à 5 m/s. Toute rupture de la chaîne est détectée par un capteur de rotation qui arrête immédiatement le convoyeur avant échauffement.

Article 5.7 : Ventilation des locaux

L'article 32.7 de l'arrêté préfectoral n°2005-A-157-IC en date du 9 novembre 2005 est complété par la prescription suivante.

Le réacteur de gazéification fait l'objet d'un test d'étanchéité avant chaque démarrage. Par ailleurs, l'atmosphère du hall de gazéification est renouvelée régulièrement, sans que ce renouvellement ne soit inférieur à 5 fois par heure, pour éviter tout risque d'atmosphère explosible.

Article 5.8 : Systèmes de détection

L'article 32.8 de l'arrêté préfectoral n°2005-A-157-IC en date du 9 novembre 2005 est complété par la prescription suivante.

Au moins 2 détecteurs de monoxyde de carbone (CO) équipent la zone syngaz, notamment au niveau du hall de gazéification et du système de nettoyage du syngaz.

Au moins 1 détecteur incendie équipe l'équipement de séchage de la biomasse.

Leur déclenchement met en sécurité l'installation et reporte une alarme en salle de surveillance de la verrerie.

Article 5.9 : Événements

Le réacteur de gazéification est protégé de toute augmentation de pression, notamment par :

- une conception permettant de garantir sa résistance à une surpression de 800 mbars,
- la mise en œuvre d'un événement calibré à 0,5 bar menant en toiture,
- 3 soupapes de sécurité sur les principaux volumes de l'installation.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les justificatifs relatifs au dimensionnement de l'installation.

CHAPITRE 6 - GESTION DE LA BIOMASSE

Article 6.1 : Règles de stockage

Trois aires à ciel ouvert et un hangar couvert sont dédiés au stockage de la biomasse. Les méthodes de stockage s'opposent efficacement à la propagation d'un incendie et respectent en particulier les caractéristiques suivantes :

- aires ouvertes : 3 aires étanches de 25 x 25 m², éloignées de 16 m au moins entre elles et dans toute les directions de tout stockage et de toute installation. Au sein de chaque aire, la biomasse est répartie en îlot.
- hangar couvert : surface maximale de 500 m² sur sol étanche. Au moins 1 détecteur incendie est en place avec report d'alarme.

Le stationnement de véhicules à proximité des stockages, en dehors des stricts besoins d'exploitation, est interdit.

Un chemin stabilisé de 2 mètres de large au minimum est laissé libre autour des stockages et en dehors des flux thermiques délimitant la zone des dangers significatifs pour la vie humaine. En cas d'incendie, ce chemin permet d'atteindre, avec la lance à incendie, les stockages de biomasse en deux endroits différents, quelles que soient les conditions de vent.

Article 6.2 : Conditions de séchage

La chaleur utile au séchage est récupérée du refroidissement du syngaz en sortie du réacteur de pyrogazéification.

Les conditions de séchage (vitesse, température) sont définies pour éviter aussi bien l'envol de poussières que la volatilisation des matières organiques. En particulier, le flux d'air chaud circule avec une vitesse verticale maximale de 0,3 m/s.

L'exploitant définit les paramètres nécessaires à la gestion du séchage et leur fréquence de contrôle dans une consigne d'exploitation. Leurs contrôles font l'objet d'un enregistrement tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 7 - AUTOSURVEILLANCE

Article 7.1 Principe et objectifs du programme de surveillance

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'auto-surveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement.

L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.

Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en terme de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'auto-surveillance.

Les prélèvements, mesures et analyses sont réalisés conformément à la normalisation en vigueur lorsqu'elle existe.

Article 7.2 : Etat initial du sous-sol

Une analyse de l'état initial de la zone syngaz, par investigations de terrain, est effectuée afin d'établir une référence sur l'état du sous-sol de la zone.

Le rapport d'analyse justifie la méthodologie mise en œuvre et la représentativité de l'étude, et précise en particulier les composés recherchés, les lieux et profondeurs de sondage et les caractéristiques du milieu.

Le rapport est remis à l'inspection des installations classées sous 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 7.3 : Surveillance des émissions atmosphériques

1/ Composition du syngaz

La première année de fonctionnement, la composition chimique du syngaz est mesurée, ainsi que son pouvoir calorifique inférieur (PCI).

L'exploitant justifie la représentativité et la stabilité de cette composition.

2/ Émission de la chambre de combustion

Sous 3 mois après le démarrage de l'installation et à la fin de la première année de fonctionnement, les polluants suivants sont mesurés, dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation :

- Poussières ;
- Monoxyde de carbone (CO) ;
- Composés organiques volatiles (COV) ;
- Oxydes d'azote et de soufre (NOx, SOx) ;
- Chlorures et fluorures d'hydrogène (HCl, HF) ;
- Dioxines-furanes
- cadmium, mercure et leurs composés (exprimés en Cd + Hg) ;
- arsenic, sélénium, tellure et leurs composés (exprimés en As + Se + Te) ;
- cuivre et ses composés (exprimé en Cu) ;
- antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse, nickel, plomb, vanadium, zinc, et leurs composés (exprimés en Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + Pb + V + Zn) ;
- plomb et ses composés (exprimés en Pb) ;
- Hydrocarbure Aromatique Polycyclique (HAP).

Article 7.4 : Surveillance des niveaux sonores

Le premier alinéa de l'article 27 de l'arrêté préfectoral n°2005-A-157-IC en date du 9 novembre 2005 est remplacé par la prescription suivante.

Une mesure de la situation acoustique sera effectuée dans un délai de **six mois** à compter de la date de mise en service des installations de pyrogazéification puis tous les 3 ans, par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Ce contrôle sera effectué par

référence au plan annexé au présent arrêté (faisant état notamment des divers points de mesures répertoriés), indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspection des installations classées pourra demander.

Article 7.5 : Actions correctives

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise en application du chapitre 7 du présent arrêté, notamment celles de son programme d'auto-surveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

En particulier, lorsque la surveillance environnementale sur les eaux souterraines ou les sols fait apparaître une dérive par rapport à l'état initial de l'environnement, soit réalisé en application de l'article R. 512-8 II 1° du code de l'environnement, soit reconstitué aux fins d'interprétation des résultats de surveillance, l'exploitant met en œuvre les actions de réduction complémentaires des émissions appropriées et met en œuvre, le cas échéant, un plan de gestion visant à rétablir la compatibilité entre les milieux impactés et leurs usages.

Article 7.6 : Analyse et transmission des résultats de l'auto-surveillance

Sans préjudice des dispositions de l'article R. 512-69 du code de l'environnement, à l'issue des essais, l'exploitant établit un rapport de synthèse final relatif aux résultats des mesures et analyses (imposées au chapitre 7 du présent arrêté).

Ce rapport, comprend au minimum :

- un bilan matière des essais et le rendement de l'unité de pyrogazéification ;
- les résultats des analyses et contrôles pratiqués en application de présent arrêté avec tous les commentaires utiles. En particulier, l'exploitant analyse l'impact de l'utilisation du syngaz sur les rejets atmosphériques ;
- les filières techniques de valorisation, traitement complémentaire, incinération ou stockage des sous-produits ou résidus générés ;
- le bilan énergétique global prenant en compte le flux de biomasse entrante et l'énergie effectivement consommée par le four verrier ;
- les conclusions sur l'intérêt du procédé mis en place, en termes économiques et de protection de l'environnement.

Il est adressé avant la fin du premier trimestre de l'année N+1 à l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 8 - DÉCLARATION ANNUELLE DES REJETS

L'article 46 de l'arrêté préfectoral n°2005-A-157-IC en date du 9 novembre 2005 est remplacé par la prescription suivante.

Avant le 31 mars de l'année N+1, l'exploitant effectue la déclaration des données d'émissions polluantes et des déchets définis par l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié sur le site de télédéclaration du ministère « en charge des installations classées » prévu à cet effet.

Pour les installations classées relevant du système d'échange de quotas d'émissions de gaz à effet de serre, la date ci-dessus est remplacée par celle fixée par l'article R. 229-20 du code de l'environnement.

CHAPITRE 9 - ÉCHÉANCES

L'exploitant est tenu de respecter les échéances suivantes :

Article	Type de mesure à prendre	Date d'échéance
1.5	Calcul du montant des garanties financières	Sous 6 mois à compter de la notification du présent arrêté préfectoral
1.5	Constitution du montant des garanties financières	Pour 20%, le 1er juillet 2014
7.2	Analyse de l'état initial du sol pour la zone "syngaz"	Sous 3 mois à compter de la notification du présent

		arrêté préfectoral
7.3	Analyses détaillées des rejets atmosphériques en sortie de la chambre de combustion	Sous 3 mois, puis sous 1 an à compter du démarrage de l'activité de gazéification
7.4	Mesure du bruit	Sous 6 mois à compter du démarrage de l'activité de gazéification

CHAPITRE 10 - EXÉCUTION ET DIFFUSION

Article 10.1 Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 10.2 Exécution et diffusion

M. le secrétaire général de la préfecture de la Marne, M. le Directeur départemental des territoires de la Marne, M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Champagne Ardenne et MME. l'inspectrice des installations classées, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée pour information à la direction de l'ARS Champagne-Ardenne, à la DDT – service urbanisme habitat, au service interministériel régional des affaires civiles et économiques de défense et de la protection civile, au service départemental d'incendie et de secours, à la direction de l'agence de l'eau, ainsi qu'à Monsieur le Président de la communauté de communes Epernay Pays de Champagne et à Messieurs les maires d'Oiry, Bisseuil, Chouilly, Cramant, Mareuil/Ay et Plivot qui en donneront communication à leur conseil communautaire ou municipal.

Notification en sera faite, à Monsieur le directeur de la Société St-GOBAIN-ENBALLAGE, 18 avenue d'Alsace, 92 400 - COURBEVOIE.


Monsieur le Maire d'OIRY procédera à l'affichage en mairie de l'arrêté pendant un mois. A l'issue de ce délai, il dressera un procès-verbal des formalités d'affichage et une copie de l'arrêté sera conservée en mairie aux fins d'information de toute personne intéressée qui, par ailleurs, pourra en obtenir une copie sur demande adressée à la direction départementale des territoires de la Marne.

Un avis sera diffusé dans deux journaux du département de la Marne, aux frais du pétitionnaire, de façon à indiquer au public que le texte complet du présent arrêté est à sa disposition, soit en mairie d'OIRY, soit à la DDT.

L'affichage permanent des conditions particulières d'exploitation à l'intérieur de l'établissement devra être effectué par les soins de l'exploitant.

Châlons-en-Champagne, le 03 AVR. 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Le secrétaire général de la préfecture



Francis SOUTRIC

ANNEXES

Les annexes de ce présent arrêté comprennent :

- ANNEXE 1 : le plan de situation de l'établissement
- ANNEXE 2 : le plan de localisation des points de mesures relatifs aux analyses des nuisances sonores
- ANNEXE 3 : les éléments relatifs au calcul des garanties financières

ANNEXE 1 :
Le plan de situation de l'établissement

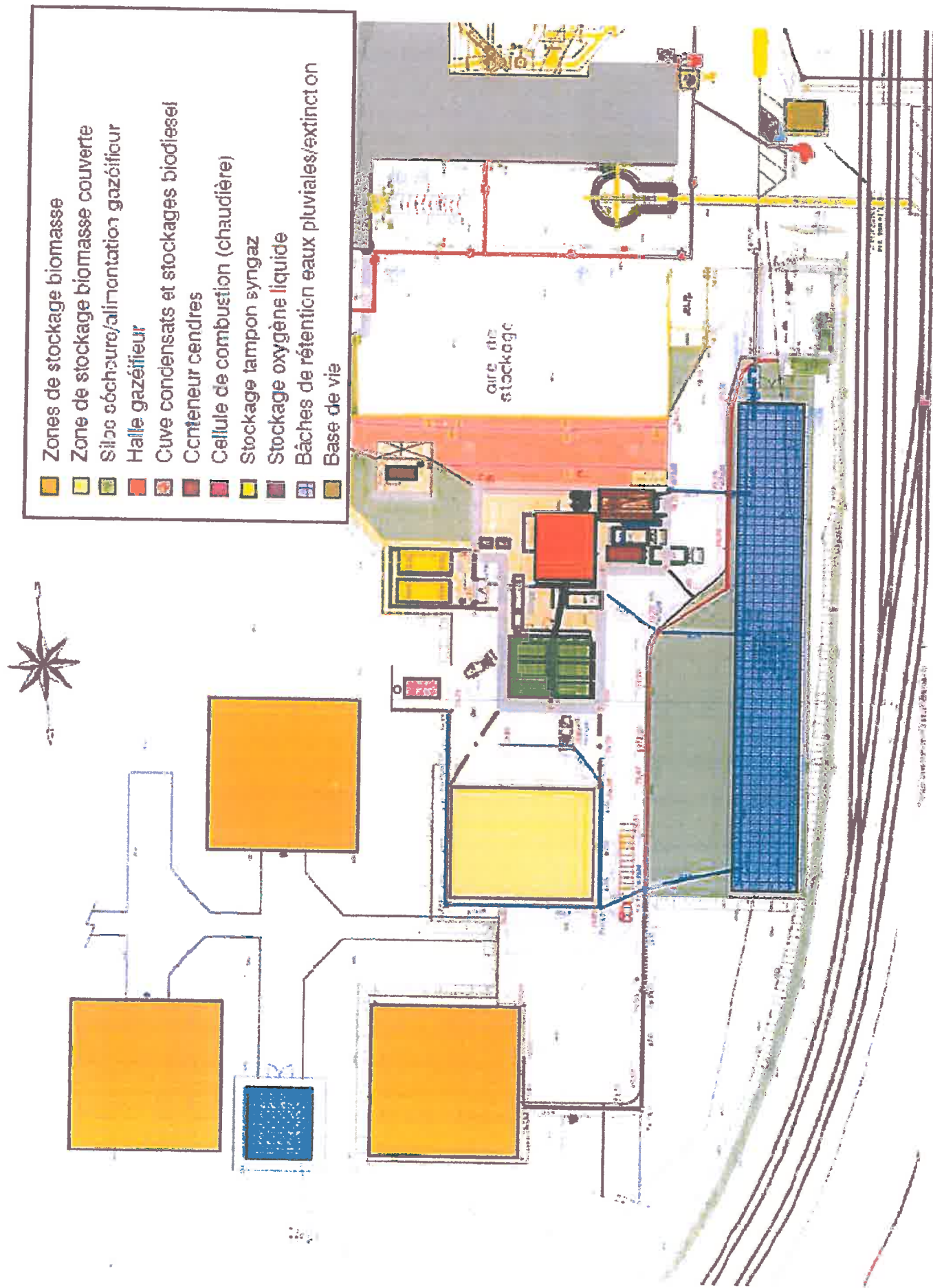


Figure 1 Plan de masse de la nouvelle implantation (échelle environ 1 : 1100)

ANNEXE 2 :

**Le plan de localisation des points de mesures
relatifs aux analyses des nuisances sonores**

2.9.2.2 Les points de mesures

Les différents points de mesures du niveau sonore sont localisés sur le schéma ci-dessous.

PONT DE MESURE	EMPLACEMENT	TYPE DE BRUIT MESURE (PERIODES DIURNE ET NOCTURNE)
1	Le point se situe à l'entrée du site SGE-VERALLIA.	Bruit ambiant diurne et nocturne
2	Le point est situé sur le côté gauche du site, face à la cheminée à la limite entre le site SGE et BIOVIVE	Bruit ambiant diurne et nocturne
3	Le point se trouve sur le côté droit du site, dans le champ voisin du site.	Bruit ambiant diurne et nocturne
4	Le point se situe au bout du terrain de la première habitation qui fait face au Site pilote BIOVIVE et proche du rond point.	Bruit ambiant diurne et nocturne
6	Le point est situé à côté d'une habitation dans la zone industrielle (voir plan)	Bruit ambiant diurne et nocturne
5	Le point est situé sur la D9 sur le parking de l'entreprise de bâtiment.	Bruit ambiant diurne et nocturne
7	Le point se situe au bout de la zone industrielle. (voir plan)	Bruit ambiant diurne et nocturne

Tableau 25 : Position des points de mesure des niveaux sonores



Figure 25 : Localisation des points de mesures des niveaux sonores

ANNEXE 3 :

Les éléments relatifs au calcul des garanties financières

Annexe 3 - Extrait de l'arrêté du 31/05/12 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines

Annexe I : Formules de calcul forfaitaire du montant de référence des garanties financières de mise en sécurité des installations visées à l'article R. 516-1

Les formules ci-dessous permettent de calculer le montant de référence des garanties financières.

Les produits dangereux mentionnés désignent l'ensemble des produits par le règlement européen (CEE) n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, modifiant et abrogeant les directives 67/548/CEE et 1999/45/CE et modifiant le règlement (CE) n° 1907/2006.

Les déchets dangereux mentionnés ci-dessous sont définis à l'article R. 541-8 du code de l'environnement.

Le montant de la garantie financière (M)

Le montant global de la garantie est égal à :

$$M = S_c [M_e + \alpha (M_1 + M_C + M_S + M_p)]$$

Où

S_c : coefficient pondérateur de prise en compte des coûts liés à la gestion du chantier. Ce coefficient est égal à 1,10.

M_e : montant, au moment de la détermination du premier montant de garantie financière, relatif aux mesures de gestion des produits dangereux et des déchets présents sur le site de l'installation. Ce montant est établi sur la base des éléments de référence suivants :

Nature et quantité maximale des produits dangereux détenus par l'exploitant ;

Nature et quantité estimée des déchets produits par l'installation. La quantité retenue est égale à :

- la quantité maximale stockable sur le site éventuellement prévue par l'arrêté préfectoral ;
- à défaut, la quantité maximale pouvant être entreposée sur le site estimée par l'exploitant.

alpha (α) : indice d'actualisation des coûts.

M_1 : montant relatif à la neutralisation des cuves enterrées présentant un risque d'explosion ou d'incendie après vidange.

M_C (coût 2012) : montant relatif à la limitation des accès au site. Ce montant comprend la pose d'une clôture autour du site et de panneaux d'interdiction d'accès à chaque entrée du site et sur la clôture tous les 50 mètres.

M_S (coût 2012) : montant relatif au contrôle des effets de l'installation sur l'environnement. Ce montant couvre la réalisation de piézomètres de contrôles et les coûts d'analyse de la qualité des eaux de la nappe au droit du site, ainsi qu'un diagnostic de la pollution des sols.

M_G (coût 2012) : montant relatif au gardiennage du site ou à tout autre dispositif équivalent.

L'indice d'actualisation des coûts

On définit alpha tel que :

$$\alpha = \frac{Index}{Index_0} \times \frac{(1 + TVA_R)}{(1 + TVA_0)}$$

Avec :

Index : indice TP01 utilisé pour l'établissement du montant de référence des garanties financières fixé dans l'arrêté préfectoral.

$Index_0$: indice TP01 de janvier 2011 soit : 667,7.

TVA_R : taux de la TVA applicable lors de l'établissement de l'arrêté préfectoral fixant le montant de référence des garanties financières.

TVA_0 : taux de la TVA applicable en janvier 2011 soit 19,6 %.

Les mesures de gestion des produits dangereux et des déchets (M_E)

M_E : montant relatif aux mesures de gestion des produits dangereux et des déchets.

$$M_E = Q_1 \cdot (C_{TR} \cdot d_1 + C_1) + Q_2 \cdot (C_{TR} \cdot d_2 + C_2) + Q_3 \cdot (C_{TR} \cdot d_3 + C_3)$$

Les déchets et produits dangereux à évacuer peuvent être classés en trois catégories :

Q_1 (en tonnes ou en litres) : quantité totale de produits et de déchets dangereux à éliminer.

Q_2 (en tonnes ou en litres) : quantité totale de déchets non dangereux à éliminer.

Q_3 (en tonnes ou en litres) : pour les installations de traitement de déchets, quantité totale de déchets inertes à éliminer.

C_{TR} : coût de transport des produits dangereux ou déchets à éliminer.

d_{T1} , d_{T2} , d_1 , d_2 , d_3 : distances entre le site de l'installation classée et les centres de traitement ou d'élimination permettant respectivement la gestion des quantités Q_{TR} , Q_1 , Q_2 et Q_3 .

C_1 : coût des opérations de gestion jusqu'à l'élimination des produits dangereux ou des déchets.

C_2 : coût des opérations de gestion jusqu'à l'élimination des déchets non dangereux.

C_3 : coût des opérations de gestion jusqu'à l'élimination des déchets inertes.

Coûts unitaires (TTC) : les coûts C_1 , C_2 , C_3 , C_{TR} sont déterminés par le préfet sur proposition de l'exploitant.

En cas de devis forfaitaires de la part d'une ou de plusieurs entreprises incluant les coûts des opérations de gestion jusqu'à leur élimination, l'exploitant peut dans ce cas proposer au préfet d'utiliser ces devis forfaitaires en lieu et place de la formule de calcul de M_E .

Pour les produits dangereux et déchets pouvant être vendus ou enlevés du site à titre gratuit compte tenu de l'historique de gestion des déchets ou des produits dangereux, de leurs caractéristiques et de leurs conditions de stockage et de surveillance, le coût unitaire à prendre en compte est égal à 0.

La suppression des risques d'incendie ou d'explosion, vidange et inertage des cuves enterrées de carburants M_I

$$M_I = \sum_{\text{nombre de cuves}} C_N + P_B \times V$$

M_I : montant relatif à la neutralisation des cuves enterrées.

C_N : coût fixe relatif à la préparation et au nettoyage de la cuve. Ce coût est égal à 2 200 €.

P_B : prix du m³ du remblai liquide inerte (béton) 130 €/m³.

V : volume de la cuve exprimé en m³.

N_C : nombre de cuves à traiter.

Les interdictions ou les limitations d'accès au site (M_C)

$$M_C = P \times C_C + n_P \times P_P$$

M_C : montant relatif à la limitation des accès au site. Ce montant comprend la pose d'une clôture autour du site et de panneaux d'interdiction d'accès au lieu. Ces panneaux seront disposés à chaque entrée du site et autant que de besoin sur la clôture, tous les 50 m.

P (en mètres) : périmètre de la parcelle occupée par l'installation classée et ses équipements connexes.

C_C : coût du linéaire de clôture soit 50 €/m.

n_P : nombre de panneaux de restriction d'accès au lieu. Il est égal à :

$$n_P = \text{Nombre d'entrées du site} + \text{périmètre}/50$$

P_P : prix d'un panneau soit 15 €.

La surveillance des effets de l'installation sur son environnement (M_S)

$$M_S = N_P \times (C_P \times h + C) + C_D$$

M_S : montant relatif à la surveillance des effets de l'installation sur l'environnement. Ce montant couvre la réalisation de piézomètres de contrôles et les coûts d'analyse de la qualité des eaux de la nappe au droit du site.

N_P : nombre de piézomètres à installer.

C_P : coût unitaire de réalisation d'un piézomètre soit 300 € par mètre de piézomètre creusé.

h : profondeur des piézomètres.

C : coût du contrôle et de l'interprétation des résultats de la qualité des eaux de la nappe sur la base de deux campagnes soit 2 000 € par piézomètre.

C_D : coût d'un diagnostic de pollution des sols déterminé de la manière suivante :

COÛT TTC	ETUDE HISTORIQUE, étude de vulnérabilité et des investigations sur les sols
Pour un site dont la superficie est inférieure ou égale à 10 hectares	10 000 € TTC + 5 000 € TTC/hectare
Pour un site dont la superficie est supérieure à 10 hectares	60 000 € TTC + 2 000 € TTC/hectare au-delà de 10 hectares

La surveillance du site : gardiennage ou autre dispositif équivalent (M_G)

$$M_G = C_G \times H_G \times N_G \times 6$$

M_G : montant relatif au coût de gardiennage du site pour une période de six mois.

C_G : coût horaire moyen d'un gardien soit 40 € TTC/h.

H_G : nombre d'heures de gardiennage nécessaires par mois.

N_G : nombre de gardiens nécessaires.

Sur proposition de l'exploitant, la méthode de calcul de M_G peut être adaptée à d'autres dispositifs de surveillance appropriés aux besoins du site.

Annexe II : Actualisation du montant indiqué dans le document d'attestation de la constitution de garanties financières

La formule d'actualisation est :

$$M_n = M_r \times \left(\frac{Index_n}{Index_R} \right) \times \frac{(1 + TVA_n)}{(1 + TVA_R)}$$

M_n : le montant des garanties financières devant être constituées l'année n et figurant dans le document d'attestation de la constitution de garanties financières.

M_R : le montant de référence des garanties financières, c'est-à-dire le premier montant arrêté par le préfet.

$Index_n$: indice TP01 au moment de la constitution du document d'attestation de la constitution de garanties financières.

$Index_R$: indice TP01 utilisé pour l'établissement du montant de référence des garanties financières fixé par l'arrêté préfectoral.

TVA_n : taux de la TVA applicable au moment de la constitution du document d'attestation de la constitution de garanties financières.

TVA_R : taux de la TVA applicable à l'établissement de l'arrêté préfectoral fixant le montant de référence des garanties financières.

Les indices TP01 sont consultables au Bulletin officiel de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes.